



SOUS-PREFECTURE DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE

Sous-Préfecture de Saint-Jean-de-Maurienne
Bureau des Associations
B.P. 106
73302 SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE
Tél. : 04.79.59.56.11
pref-associations@savoie.gouv.fr

Le numéro

W732001965 est à
rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W732001965

Ancienne référence
de l'association :
0732002203

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Saint-Jean-de-Maurienne

donne récépissé à **Monsieur le Secrétaire**
d'une déclaration en date du : **19 mai 2025**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

ASSOCIATION DES RADIOAMATEURS DE LA SAVOIE - RESEAU DES EMETTEURS FRANCAIS DU 73

dont le siège social est situé : Maison des Associations
rue ST FRANCOIS B n° U3
73000 Chambéry

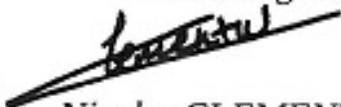
Décision(s) prise(s) le(s) : **16 mai 2025**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal

Saint-Jean-de-Maurienne, le 19 mai 2025

Le Sous-Préfet

*Pour le sous-préfet
le secrétaire général*


Nicolas CLEMENT

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.